

Salera, Virgil, *Multinational Business*, The Houghton Mifflin Co., Boston, 1969, 460 p.

Bernard Bonin

Volume 1, Number 3, 1970

Les relations Canada-Europe : aspects culturels

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700043ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700043ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bonin, B. (1970). Review of [Salera, Virgil, *Multinational Business*, The Houghton Mifflin Co., Boston, 1969, 460 p.] *Études internationales*, 1(3), 90–91.
<https://doi.org/10.7202/700043ar>

SALERA, Virgil, *Multinational Business*, The Houghton Mifflin Co., Boston, 1969, 460p.

Le champ d'études sur l'administration internationale est d'origine relativement récente et cela se voit nécessairement. Il ne suffit pas d'emprunter la moitié du contenu habituel d'un manuel d'économie internationale et d'ajouter ici et là le mot « multinational » dans l'exposé de principes de gestion qui s'appliquent aux affaires purement domestiques aussi bien qu'aux autres pour constituer une nouvelle discipline, ou tout au moins une nouvelle branche d'une discipline ancienne. L'ouvrage de Salera n'est pas de nature à dissiper cette confusion.

Mais il y a tout de même certains défauts qu'on peut éviter avec un minimum de jugement et d'effort. Je me suis souvent demandé pourquoi il fallait une dose de courage ou d'entêtement vraiment extraordinaire pour éviter de fermer à tout jamais un grand nombre de ces manuels d'*international business* écrits par des Américains, après la lecture du troisième chapitre, en proclamant la bêtise de l'auteur. Il me semble avoir trouvé la réponse à cette interrogation en lisant Salera. C'est qu'après une introduction inoffensive sur l'origine et la délimitation du champ de l'administration internationale et un chapitre sur l'histoire de l'investissement direct, on en arrive invariablement à la description de « l'environnement ». Et, sauf quelques exceptions, ce n'est pas là le point fort des ouvrages américains sur l'administration internationale !

D'abord, la firme plurinationale doit savoir qu'elle aura tous les nationalistes étrangers contre elle et que tous ceux qui seront contre elle parce qu'ils se permettront d'exprimer des doutes sur certaines actions que posera la firme ou sur certaines conséquences de sa présence dans le pays seront des nationalistes. Seuls ceux qui sont d'avis que la firme plurinationale américaine est parfaitement pure, que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, auront droit aux qualificatifs d'internationalistes, d'*open-minded students of international business* etc. Il n'est peut-être pas nécessaire pour un étranger qui chercherait des qualificatifs aussi flatteurs, de se mettre au garde à vous tous les matins en arrivant au travail pour chanter *The Star Spangled Banner*, mais ça aide ! Après tout, pourquoi la France ou le Pérou devraient-ils craindre que la présence

de firmes américaines dirigées des États-Unis entraîne la « domination » de leur économie par ces firmes ? Les Américains ont connu chez eux le même type d'expérience et pourtant, « le fait qu'un grand nombre sinon la plupart des sièges sociaux des grandes entreprises américaines soient localisées à New York n'est plus largement interprété en termes d'une domination excessive de la ville de New York sur la vie américaine » (p. 40). Espérons que les firmes plurinationales américaines ont un meilleur jugement que certains auteurs qui les décrivent !

Pour montrer combien je suis entêté ou naïf, je me suis rendu jusqu'à la fin de l'ouvrage en espérant que ce qui allait suivre serait meilleur. Je me suis trompé. Voici en vrac, quelques-unes des impressions que j'ai retirées de la lecture de l'ouvrage concernant à la fois le fond et la forme.

1. L'auteur évite avec beaucoup d'habileté de discuter des problèmes réels que soulève la multiplication des firmes plurinationales. Il préfère déplacer constamment la question.

2. On trouve souvent des « hors d'œuvre » pas du tout nécessaires à l'argumentation et des répétitions qui ne font qu'allonger un ouvrage que l'on souhaiterait plus court.

3. Les explications qui doivent bien être sous-jacentes à certaines prises de position de l'auteur sont souvent absentes et on demande au lecteur de faire un acte de foi. Faut-il dire que compte tenu de ce qu'il a vu dans la seconde partie de l'ouvrage (environnement), le lecteur ne se sent pas du tout disposé à faire cet acte de foi ?

4. Les fonctionnaires des pays étrangers (et parfois aussi du gouvernement américain) créent de gros problèmes aux firmes américaines à l'étranger parce que, comme disait Fayerweather, ils ne sont pas *business-oriented*.

5. Les analystes qui font intervenir des éléments de monopole dans l'étude de la firme plurinationale ne font que du *armchair reasoning* selon l'auteur (p. 120). On peut se demander aussi si tout raisonnement qui s'écroule lorsque la concurrence pure et parfaite n'existe pas ne constitue pas également une forme de *armchair reasoning*. Les partisans de la théorie traditionnelle des mouvements internationaux de capitaux ou de la firme plurinationale comme moyen « d'allocation efficace des ressources » sont alors très mal en point...

6. L'ouvrage dans l'ensemble, reste très superficiel et on aurait souhaité davantage de tableaux ou de graphiques, ce qui nous aurait évité une lecture fastidieuse.

7. L'ouvrage reste trop « économie internationale » et pas suffisamment « administration internationale ». À ce sujet, Vernon a fait beaucoup mieux et en beaucoup moins de pages.

8. Aucune mention n'est faite des travaux de Hymer, Safarian, Dunning, Bertin, etc., et disons-le sans fausse modestie, du Rapport Watkins. Un seul article de Behrman est cité et il n'est pas parmi ses meilleures contributions. Aharoni est cité dans la bibliographie, mais il n'a sûrement pas été utilisé. Pourtant, tous ces auteurs ne partagent pas l'optimisme béat de Salera à l'égard de la firme plurinationale. En somme, l'auteur a perdu une excellente occasion d'écrire un bon ouvrage.

9. J'allais presque oublier. Les chapitres purement descriptifs ne sont pas trop mauvais.

BERNARD BONIN,
professeur,
École des Hautes Études Commerciales,
Université de Montréal.

NATO After Czechoslovakia. The Center for Strategic and International Studies, Georgetown University, Washington (Special Report Series N° 9), avril 1969, 98p.

Soviet Sea Power. Du même éditeur (Special Report Series N° 10), juin 1969, 134p.

Ces deux brochures s'insèrent dans le cadre d'une série de publications destinées au grand public et aux spécialistes. Il est donc assez difficile, a priori, de concilier dans une même formule le goût de l'information générale bien traitée et le souci d'aller au fond des choses. Pour être franc, si la seconde étude sur laquelle nous reviendrons est fort bien faite, la première, en revanche, n'est ni chair ni poisson, ni figue ni raisin, ni poire ni fromage.

L'étude se divise essentiellement en trois parties. Une première traite des sentiments (*mood*) européens vis-à-vis de questions aussi variées que Berlin, l'OTAN, le traité sur la non-prolifération, la France, les dissensions in-

ternes de l'Alliance, et la génération montante. Tout cela en un peu plus d'une quinzaine de pages, ce qui, convenons-en, tient du miracle ou de la fantaisie qui s'égare.

La deuxième partie pêche aussi par excès : les condoléances alliées vis-à-vis de l'OTAN, l'importance de la présence des forces américaines en Europe, la planification militaire au sein de l'Alliance, le rôle de la Grande-Bretagne en Europe, et j'en passe. Suite aux événements tchécoslovaques, les auteurs de l'étude concluent que l'OTAN ne disposerait peut-être pas d'un temps d'alerte et de mobilisation suffisant pour arrêter la poussée des forces soviétiques en Europe (p. 45). Quant à la présence de la flotte soviétique en Méditerranée, ni les Français, ni les Italiens, ni les Britanniques ne paraissent l'interpréter comme un danger militaire (p. 50). Il semble bien, cependant, que la plupart des alliés sont d'accord pour y voir le désir des Soviétiques d'accroître leur influence politique dans le bassin méditerranéen.

Parce qu'il fallait faire le tour de la question d'une manière aussi complète que possible, on passe donc allègrement de la politique à l'économique. Quoiqu'il en soit, la troisième partie pèse le pour et le contre des diverses solutions préconisées pour résoudre la crise monétaire internationale. On s'attarde notamment sur la possibilité d'accroître (1°) les liquidités monétaires, (2°) les droits de tirage spéciaux, (3°) la flexibilité des taux fixes ou des monnaies à parité fixe.

Le tout est enfin couronné par une série d'observations où la moitié des « panelistes » se perd en conjectures sur le bien-fondé de certaines des hypothèses développées dans le texte. En un mot comme en cent, on regrette que la montagne ait accouché d'une souris.

Le deuxième recueil, en revanche, m'a séduit pour plusieurs raisons. Il est court, concis et bien construit. D'autre part, plusieurs collaborateurs sont d'excellents spécialistes de la stratégie maritime soviétique, dont notamment le professeur Laurence W. Martin de King's College, auteur d'un important ouvrage sur la mer et la puissance maritime, Hanson Baldwin autrefois du *New Times Times*, et Curt Gasteyger anciennement rattaché à l'Institut des Études stratégiques de Londres et aujourd'hui directeur scientifique de l'Institut des Études atlantiques, à Paris. Notons, enfin, que l'ouvrage comporte une série de planches en couleurs qui permettent au lecteur de se faire une